

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 24 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAIVRE RAMPANT SAS

Le Bas de la Chaux
25500 LES FINS

Références : UID257090/SPR/YR/LB 2022 - 1024B
Code AIOT : 0005901552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2022 dans l'établissement FAIVRE RAMPANT SAS implanté Lieu-dit Les Perrières 25370 JOUGNE. L'inspection a été annoncée le 21/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAIVRE RAMPANT SAS
- Lieu-dit Les Perrières 25370 JOUGNE
- Code AIOT : 0005901552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires
Les principales installations contrôlées sont le carreau, les fronts de taille et les zones de stockages de déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. L'inspection a porté sur le respect de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
6	Déchets extérieurs admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 5.1.1	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 7.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
3	Epaisseur d'extraction et fronts d'abattage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 3.1.2	/	Sans objet
4	Commission locale de concertation et suivi	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 3.3.1	/	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 4.1.1 ; 8.2.1	/	Sans objet
8	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 8.2.2	/	Sans objet
9	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 9.2.4	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement bien suivie. L'exploitant doit toutefois compléter son registre de suivi des apports de déchets inertes, il doit également compléter les consignes d'acceptation ou de refus des déchets inertes notamment concernant la lutte contre l'apport et la diffusion des semences d'ambrosie. Une nouvelle réserve d'eau incendie d'un volume minimale de 30 m3 doit également être mise en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité totale de matériaux autorisée à extraire est 2 625 000 tonnes.</p> <p>Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 150 000 tonnes par an.</p> <p>Le mode d'extraction est l'abattage à l'explosif.</p> <p>Le matériau est ensuite repris à la pelle hydraulique et chargeuse à pneus, et valorisé par des installations de traitement concassage criblage fonctionnant au Gazole Non Routier (GNR) ou à l'électricité. Les gros blocs sont repris au brise-roche pour obtenir une granulométrie moins importante compatible avec la trémie d'alimentation de l'installation de traitement.</p> <p>Les stocks formés seront disposés sur le carreau d'exploitation.</p> <p>Une activité d'accueil de déchets non dangereux inertes provenant de l'extérieur de la carrière est réalisée sur le site à des fins de remblaiement du site dans les limites suivantes :</p> <p>pour les phases quinquennales 1 et 2 : 9 000 tonnes par an en moyenne sur la phase considérée,</p> <p>pour la phase quinquennale 3 : 36 000 tonnes par an en moyenne sur la phase considérée,</p> <p>pour la phase 4: 27 000 tonnes par an en moyenne sur la phase considérée.</p> <p>Les types de déchets acceptés pour cette activité sont ceux listés en annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Les restrictions établies en annexe I de cet arrêté s'appliquent.</p> <p>Les horaires d'exploitation des installations sont du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30 hors jours fériés. Exceptionnellement, après que l'exploitant en ait informé le maire de la commune de Jougue et l'inspection de l'environnement, l'exploitant peut étendre les horaires du lundi au vendredi de 7 h à 22 h 00 hors jours fériés.</p> <p>Sont prévus sur le site, des bungalows, une cuve double-paroi de 4 m³ de GNR, une cuve de 2,5 m³ d'AUS 32 (solution aqueuse d'urée), un pont-bascule, un laveur de roues et une aire étanche pour le ravitaillement des engins. Les locaux sont alimentés en électricité depuis le réseau ERDF via un transformateur privé.</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré sous GEREPA la quantité de matériaux extraits pour l'année 2021, celle-ci respecte la quantité annuelle autorisée.</p> <p>L'exploitant a également déclaré la quantité de déchets inertes apportés sur le site en 2021, celle-ci est supérieure à la quantité moyenne autorisée de 9 000 tonnes sur la phase quinquennale 1 (2021-2026). L'exploitant doit veiller à respecter la quantité moyenne autorisée pour l'apport de déchets inertes sur la phase 1.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il envisageait d'augmenter la quantité de déchets inertes sur la carrière, dans ce cas il doit préalablement déclarer cette modification conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'exploitant nous a présenté le registre de suivi des apports de déchets inertes, ces déchets sont principalement des terres et cailloux provenant de chantier de terrassement dont le code déchet est 17 05 04.</p> <p>Ce registre n'indique pas précisément la provenance des déchets, il indique uniquement la commune d'origine des déchets. L'exploitant doit compléter son registre de suivi des déchets avec une localisation plus précise de l'origine des déchets (adresse, lieu-dit, parcelle cadastrale, ...)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant, préalablement à la mise en activité de la carrière, constitue des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous : Pour la phase 1 (5 ans) le montant minimal est de 200 126 euros.
Constats : Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 200 126 Euros. La caution prend effet le 26 janvier 2021 et se termine le 26 janvier 2039. Il est toutefois rappelé à l'exploitant que les garanties financières devront être renouvelées pour la deuxième phase d'exploitation (2026-2031) en prenant en compte le montant prévu pour la phase 2 actualisé en fonction de l'indice TP01.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Epaisseur d'extraction et fronts d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, Exploitations des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction maximale est de 57 mètres et la cote minimale d'extraction est de +1068 mètres NGF. Les fronts d'abattage sont constitués d'au plus 3 gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale et un gradin de 12 mètres maximum de hauteur verticale ; ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum. La largeur minimum des banquettes inférieures est réduite à 7 m lors de la dernière phase d'exploitation.
Constats : La cote minimale sur le plan d'exploitation de janvier 2022 est de 1068 m NGF. La cote minimale a été atteinte lors de l'autorisation précédente, l'extraction est à présent réalisée dans la zone d'extension sur la partie Ouest de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Commission locale de concertation et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 3.3.1
Thème(s) : Autre, Commission locale de concertation et suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une commission locale de concertation et de suivi. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, les riverains et un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. Le préfet et l'inspection de l'environnement sont informés de la tenue de chaque réunion. La commission se réunit au moins une fois par an les deux premières années d'exploitation suivant la présente autorisation, puis sur sollicitation d'un des membres de la commission dans la limite maximale d'une réunion par an. L'exploitant présente lors des réunions les actions menées et programmées pour respecter les dispositions du présent arrêté, les résultats de la surveillance, des suivis et des diagnostics réalisés depuis la précédente réunion.
Constats : La dernière commission locale de concertation et de suivi a été organisée le 3 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 4.1.1 ; 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 4.1.1 L'alimentation en eau de la carrière est assurée par le réseau d'eau potable et la récupération des eaux de pluie, et est utilisée en vue de réduire les émissions de poussières et à des fins sanitaires. Art 8.2.1 L'exploitant tient à jour un registre des consommations d'eau relevées à minima une fois par mois.
Constats : L'exploitant tient un registre des consommations d'eau. La consommation est en moyenne de 1 m ³ par mois, celle-ci est utilisée principalement pour les besoins sanitaires. Le registre montre toutefois une consommation d'eau de 30 m ³ pour le mois de mars, l'exploitant a indiqué que cela correspond au remplissage du laveur de roues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déchets extérieurs admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel chargé d'effectuer les contrôles à l'entrée du site et lors du déchargement des camions de déchets inertes provenant de l'extérieur du site, est formé et dispose des moyens permettant de mettre en œuvre les consignes d'acceptation ou de refus des déchets. Ces consignes portent également sur la lutte contre l'apport et la diffusion des semences d'ambroisie. Une benne est implantée à proximité de la zone de déchargement des camions de déchets inertes provenant de l'extérieur du site afin d'y déposer les déchets qui ne sont pas autorisés. Le contrôle visuel après déchargement, et le cas échéant la dépose des déchets non autorisés dans la benne, sont réalisés immédiatement. Des produits absorbants sont mis à disposition à proximité de la zone lors des déchargements pour être utilisés dès que possible en cas de nécessité.
Constats : Les consignes d'acceptation ou de refus des déchets inertes ont été présentées ; celles-ci ne contiennent pas d'éléments concernant la lutte contre l'apport et la diffusion des semences d'ambroisie. L'exploitant doit compléter les consignes d'acceptation ou de refus des déchets inertes afin qu'elles portent sur la diffusion des semences d'ambroisie. Deux bennes sont présentes sur la carrière pour récupérer les déchets non autorisés, une benne pour les déchets métalliques et une benne pour les autres déchets (plastiques, ...). L'exploitant a indiqué que la quantité des déchets non autorisés était relativement faible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une réserve d'eau contre l'incendie assurée par une cuve de 30 m ³ conforme à l'arrêté du 27 février 2017 portant RDDECI (fiche 2.2.1) située à au plus 200 mètres de l'entrée principale du bâtiment (bungalow) en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours.
Constats : Il a été constaté la présence d'une réserve d'eau incendie, d'après l'exploitant le volume de cette réserve est de 11 m ³ . L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle réserve d'eau incendie devait être mise en place au cours de l'année 2023. L'exploitant doit mettre en place sous un délai de 6 mois une réserve d'eau incendie d'un volume minimum de 30 m³ conforme à l'arrêté du 27 février 2017 portant RDDECI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de l'extension objet de la présente autorisation et ensuite, à chaque changement de phase d'exploitation. Les points de mesure sont ceux utilisés dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation environnementale.
Constats : La dernière mesure des émissions sonores a été réalisée en avril 2022 par Sciences Environnement, les résultats présentés montrent le respect des seuils réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2021, article 9.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs des mines est réalisé à chaque tir lors de la première année d'exploitation de l'extension objet de la présente autorisation, et par la suite au moins deux fois par an. Lorsque le résultat d'un contrôle des niveaux de vibration est supérieur à 3 mm/s, un contrôle est réalisé au plus tard dans un délai de six mois. Lorsque le résultat d'un contrôle des niveaux de vibration est supérieur à 5 mm/s, un contrôle est réalisé au prochain tir de mines. Les points de mesures sont ceux situés à proximité des constructions les plus proches.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une mesure des niveaux de vibrations était réalisée à chaque tir de mine. Deux sismographes sont disposés aux niveaux des premières habitations. Lors des tirs de mines réalisés le 22 juin, le 19 juillet et le 28 juillet 2022, le sismographe ne s'est pas déclenché. L'exploitant a indiqué que lors des tirs de mines le sismographe ne se déclenchait quasiment jamais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place un plan de surveillance de ces émissions de poussières.</p> <p>Ce plan de surveillance comporte 3 points de mesure. Un point de mesure témoin, un point de mesure en limite du périmètre de la carrière et un point de mesure à proximité de l'habitation la plus proche.</p> <p>Les dernières campagnes de mesures ont été réalisées en février 2022, avril 2022 et en juillet 2022 par Sciences Environnement.</p> <p>Les résultats de la campagne de mesures de juillet 2022 n'était pas encore disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>Les concentrations des mesures réalisées en février 2022 et avril 2022 au niveau de l'habitation la plus proche étaient respectivement de 45 mg/m²/j et de 24 mg/m²/j soit inférieures au seuil de 500 mg/m²/jour prévu à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. [...] Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Un plan de la carrière a été établi et nous a été transmis. La dernière mise à jour du plan date de janvier 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion de déchets d'extraction inertes, résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...]</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction inertes qui seront stockés durant la période d'exploitation, • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis, • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement, • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets, • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées, • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol, <p>[...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction, celui-ci a été réalisé dans le cadre de la demande de renouvellement de la carrière et est daté de novembre 2020.</p> <p>Les déchets d'extraction sont les terres végétales dont le volume total est estimé à 6 400 m³, les plaquettes de décapage dont le volume total est estimé à 15 000 m³ et les stériles d'exploitation dont le volume total est estimé à 82 000 m³.</p> <p>Les terres végétales et les plaquettes de décapage sont intégralement valorisées dans la cadre du réaménagement de la carrière et sont stockées sous forme de merlon.</p> <p>Les stériles d'exploitation sont utilisés pour le remblaiement partiel de la carrière en complément des déchets inertes apportés sur la carrière. L'exploitant a indiqué que la quantité de stériles d'exploitation était très faible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet